

Compte-rendu du débat sur l'école du samedi 13 décembre 2003

Participants : 18 (3 parents d'élèves, une élève, 14 membres du corps enseignant) .

Préambule : Des participants font remarquer le choix très contraignant des thèmes et leurs forts présupposés. Pourquoi ne pas évoquer également l'avenir de l'école dans une société libérale ?

Le faible nombre de participants au débat est également souligné avec le risque d'interprétation démagogique des politiciens.

Pourquoi cet exercice de démocratie directe n'est-il pas exercé sur d'autres thèmes importants ?

Les dangers des statistiques sont également évoqués. Les chiffres globaux fournis ne tiennent pas compte de certaines particularités. Ainsi, le taux d'encadrement de 12 élèves par classe peut surprendre si l'on ignore que certaines sections ne peuvent travailler en enseignement professionnel avec plus de 4 élèves (BEP conducteur routier).

1. Quelles doivent être les valeurs de l'école républicaine ?

Un parent regrette qu'en préambule à ce débat ne figure une évaluation de la loi d'orientation de 89. Il rappelle quelques objectifs de cette loi :

- Obtention du baccalauréat par 80% d'une classe d'âge
- Personne ne sort du système scolaire sans un diplôme de niveau 6.

Depuis 1995, l'obtention du baccalauréat reste bloqué à 69% d'une classe d'âge.

Comment faire pour atteindre améliorer encore l'obtention du baccalauréat ?

L'importance des inégalités sociales est évoquée .Il faut poursuivre un travail concret afin d'essayer de les corriger. Ainsi, comment lutter contre la déscolarisation d'une élève qui veut passer son permis (et donc travailler) pour passer son permis et être autonome ? Un enseignant souligne l'impact du professeur auprès des élèves et le grand intérêt que représente le travail auprès d'élèves en difficultés. Mais il souligne également les limites de ce travail dans la société.

Doit-on toujours mettre l'élève au centre du système ? Un enseignant fait remarquer que l'élève est parfois récupéré par le système économique. Ainsi, les vacances de février qui interviennent parfois après peu de semaines de cours sont établies pour des raisons commerciales.

Veut-on réellement un service public ? Il est rappelé l'intérêt d'un service public fort (la laïcité n'est-elle pas un acquis de la IIIe République ?).

Un enseignant fait remarquer que les décisions prises ne sont pas forcément humaines. Il évoque la fermeture de la mention complémentaire d'aide à domicile(MCAD) dans une région rurale où l'aide aux personnes âgées est essentielle. Les moyens mis en œuvre doivent justifier les fins.

Sur le thème « y-a-t- il des valeurs partagées ? », un participant rappelle que la culture française n'est pas unique, qu'elle comporte de nombreuses valeurs qu'il faut aussi prendre en compte. Toutefois, une plus grande **solidarité** entre les élèves serait nécessaire. Des enseignants font remarquer l'esprit de concurrence qui règne dans certaines sections scientifiques alors que l'examen final ne peut justifier cette attitude.

Un parent évoque **l'indispensable neutralité** de l'école . Mais qui fait respecter cette neutralité ? Chacun semble s'en remettre aux autres pour la faire respecter. Comment justifier la présence de distributeurs de friandises dans l'enceinte d'un établissement scolaire ?

Une mission de l'école doit être d'aider les élèves à être bien avec eux-mêmes et avec les autres. Ainsi, **le respect** est une valeur à réintégrer.

Le goût de l'effort souvent insuffisant chez les élèves est également abordé avec l'évocation du rôle que les parents ont à jouer pour encourager leurs enfants en ce sens. Il est d'ailleurs signalé la faible représentation des parents à ce débat. Pourquoi ? Est-ce que le sectarisme des enseignants effraie les parents ? Il est souligné que chaque métier entraîne sa spécialisation.

2. Comment lutter contre la violence et les incivilités ?

Un parent fait remarquer qu'autrefois la violence existait déjà entre les élèves et de façon très physique. Les conflits font partie de la vie. Remplacer la violence physique par une violence verbale plus contemporaine n'est pas forcément négatif.

Une C.P.E évoque la dégradation des relations avec les parents qui aujourd'hui les menacent ou les insultent parfois .

Une élève évoque **l'augmentation de la violence morale entre les élèves**, leur individualisme, l'esprit de concurrence déjà évoqué. Les élèves n'ont pas toujours compris pourquoi ils étaient là, quelle était leur place. Elle évoque la situation dévalorisante des élèves quand ils ne comprennent pas, situation qui peut générer une grande souffrance et de la violence. Elle évoque l'impact du professeur qui peut tenir parfois des propos très dévalorisants.

Une enseignante répond que le professeur doit être capable de se remettre en question car son savoir n'est pas celui de ses élèves. Il doit redonner confiance à l'élève en faisant attention au choix de ses mots, en soignant particulièrement ses évaluations. Un autre professeur évoque l'importance de la compréhension de l'élève qui doit s'opposer à la passion de la violence.

Doit-on demander à l'école de résoudre des problèmes qui ne relèvent pas de l'école ?

Les élèves apportent dans l'école des problèmes personnels véhiculés par la société de consommation. Aujourd'hui, les élèves ont intégré un esprit de rentabilité : l'enseignement doit être rentable pour lui, ce qui peut avoir de nombreuses conséquences comme écarter les disciplines jugées non rentables.

Doit-on répondre à la violence par la violence que représente la punition ? Une enseignante rappelle que les élèves trouvent le plus souvent normal d'être punis lorsqu'ils n'ont pas respectés certaines règles établies. Certains élèves de collège demandent même à être punis ! Ce rappel à la loi semble indispensable et admis par l'élève. Ainsi, le droit doit s'opposer à la violence. C'est d'ailleurs aussi le rôle des enseignants.

La pire des violences n'est-elle pas le rapport négatif à sa propre image ? Ce comportement renvoie à l'expression d'une violence sociale. L'agressivité des élèves n'est pas prête de s'éteindre tant que la sélection se fera par l'échec.

Les enseignants sont-ils correctement formés pour gérer ces conflits ? Comment peut-on nommer un enseignant sans formation pédagogique spécifique à un poste (c'est le cas des vacataires et des contractuels) ? Nommera-t-on de tels enseignants dans un grand lycée parisien ? Pourquoi les nouveaux professeurs (les moins armés pour affronter les élèves en difficultés) se retrouvent-ils souvent dans des établissements « sensibles ». Ce constat met en cause les moyens mis en œuvre pour affronter la violence présente dans certains établissements.

Enfin, globalement, les enseignants sont-ils formés pour gérer correctement cette violence ?

Propositions :

Une meilleure formation initiale des enseignants semble souhaitable pour affronter toute forme de violences et réussir à mieux les gérer.

Une discipline allant en ce sens ne pourrait-elle figurer aux concours de recrutements ?

3. Comment l'école doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elle dispose ?

Le problème de la **formation des enseignants** est de nouveau évoqué avec quelques **propositions** :

- Budgétiser correctement les I.U.F.M
- Mieux accompagner les jeunes professeurs (le partage de classes avec des professeurs expérimentés pourrait être poursuivi après l'I.U.F.M))
- L'intérêt de la formation continue est abordé pour entretenir la motivation des enseignants.

Si les moyens mis en œuvre sont constants voire en augmentation semble-t-il, ne faut-il pas envisager **une autre répartition des moyens existants au niveau national** ? Ainsi se pose le problème du maintien d'établissements en milieu rural .

Les enseignants évoquent les débuts des professeurs inexpérimentés dans des zones sensibles. Il faudrait inciter les enseignants expérimentés à rester plus longtemps dans ces établissements en proposant :

- Des mois de retraites supplémentaires
- Un cota d'années effectué par chaque professeur dans des établissements sensibles ?

Des professeurs finissent par se demander si les établissements sensibles sont réellement des priorités étant donné que la qualité de la pédagogie y semble parfois secondaire.

Améliorer la qualité de l'enseignement, c'est aussi améliorer la concertation entre professeurs ainsi que leurs lieux de travail .

Enfin le devenir des aide-éducateurs, assistants d'éducation, infirmières et conseillers d'orientation sont évoqués. Des inquiétudes se font entendre.